

REPUBLIQUE DU BURUNDI





5. Les efforts en matière de planification familiale ont favorisé la réduction du nombre moyen d'enfant par femme. Toutefois, les violences sexuelles et basées sur le genre restent une préoccupation. A ce sujet, le pays entend s'attaquer aux causes profondes notamment les normes sociales de genre discriminatoires.

Madame la Présidente,

Distingués délégués,

6. Le Burundi voudrait réaffirmer ici son engagement à assurer, d'ici 2030, l'accès aux services de soins de santé sexuelle et reproductive de qualité, notamment en matière de planification familiale, d'information et d'éducation, ainsi que l'intégration de la santé reproductive dans les stratégies et programmes nationaux. Il va continuer à s'engager pour consolider la mise en oeuvre des politiques nationales et des mécanismes qui protègent et promeuvent les droits des femmes et des filles et facilitent leur participation dans les sphères économique, sociale et politique.

7. Connaissant l'importance des données démographiques notamment dans la compréhension des interactions entre les êtres humains et l'environnement ainsi que la vulnérabilité des populations au changement climatique, l'ampleur et les moteurs des migrations humaines et autres, mon pays travaille pour renforcer les systèmes de production et d'utilisation de ces données dans l'élaboration des politiques et le suivi-évaluation des impacts produits au niveau de la communauté. Le Burundi s'est engagé à élaborer et mettre en oeuvre une politique nationale de population, à travers des stratégies de mobilisation sociale pour bénéficier du dividende démographique.

8. C'est dans ce cadre qu'avec l'appui du FNUAP, à qui je renouvelle par ailleurs la reconnaissance et les remerciements du Gouvernement, le Burundi organise cette année un recensement général de la population, de l'habitat de l'agriculture et de l'élevage dont la phase de dénombrement est prévue au mois d'août prochain. Ce recensement nous permettra de faire une meilleure planification.
  
9. Le Burundi s'engage en outre à contribuer au financement et à